



Le 17 juillet 2020

JO n° 174 du 17 juillet 2020 :

Ministère de la Culture :

Pas de texte

Autres autorités :

[Décret n° 2020-873 du 16 juillet 2020](#) modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

[Arrêté du 16 juillet 2020](#) portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines)

[Arrêté du 16 juillet 2020](#) portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture)

JOUE du 17 juillet 2020 (L230, L230I, L231 - C235, C235I, C236, C237) :

[Autorisation des aides d'État](#) dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objections (dont : N° SA.57595 (2020/N), Culture ; N° SA.57762 (2020/N), Édition de livres et périodiques et autres activités d'édition)

Communiqués de presse de l'Union européenne :

[Opening remarks by Vice-President Jourová and Commissioner Reynders](#) at the press point following the judgment in case C-311/18 Facebook Ireland and Schrems

Communiqués de presse de la Cour de justice de l'Union européenne :

[Communiqué de presse n° 96/20](#) : Conclusions de l'avocat général dans les affaires jointes C-682/18 Frank Peterson/Google LLC, YouTube Inc., YouTube LLC, Google Germany GmbH et C-683/18 Elsevier Inc./Cyando AG. : Selon l'avocat général Saugmandsgaard Øe, en l'état actuel du droit de l'Union, les exploitants de plateformes en ligne, telles que YouTube et Uploaded, ne sont pas directement responsables de la mise en ligne illégale d'œuvres protégées effectuée par les utilisateurs de ces plateformes

Arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne :

[Arrêt de la cour \(grande chambre\) dans l'affaire C-311/18](#) : « Renvoi préjudiciel - Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel - Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne - Articles 7, 8 et 47 - Règlement (UE) 2016/679 - Article 2, paragraphe 2 – Champ d'application - Transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers à des fins commerciales - Article 45 - Décision d'adéquation de la Commission - Article 46 - Transferts moyennant des garanties appropriées - Article 58 - Pouvoirs des autorités de contrôle - Traitement des données transférées par les autorités publiques d'un pays tiers à des fins de sécurité nationale - Appréciation du caractère adéquat du niveau de protection assuré dans le pays tiers - Décision 2010/87/UE - Clauses types de protection pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers - Garanties appropriées offertes par le responsable du traitement - Validité - Décision d'exécution (UE) 2016/1250 - Adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données Union européenne-États-Unis - Validité - Plainte d'une personne physique dont les données ont été transférées depuis l'Union européenne vers les États-Unis »

Conclusions de l'avocat général M. Henrik Saugmandsgaard Øe, affaires jointes C-682/18 et C-683/18 : Mise en ligne d'œuvres protégées sur des plateformes internet, réalisée par des utilisateurs de celles-ci, sans autorisation préalable des titulaires de droits - responsabilité des exploitants de ces plateformes

Autres infos :

Discours/Communiqués :

CNIL - Invalidation du « Privacy shield » : la CNIL et ses homologues analysent actuellement ses conséquences

Projets/Propositions de lois :

Assemblée nationale - [Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019](#) : compte rendu intégral de la 1^{re} séance du jeudi 16 juillet 2020

Assemblée nationale - [Projet de loi n° 3221](#) relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal

Assemblée nationale - [Étude d'impact](#) du projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal

Rapports/Avis :

Fonction publique - [Stats rapides - Juillet 2020](#) : Les nouveaux apprentis dans la fonction publique en 2019

Conseil des ministres :

Conseil des ministres du 15 juillet 2020, dont :

[Décrets](#) : Attributions des ministres

[Projets de loi](#) : Restitution de biens culturels au Bénin et au Sénégal

[Nominations](#) : Mesures d'ordre individuel (dont : cessation de fonction du secrétaire général adjoint du ministère de la Culture)

Périodiques en ligne :

ANCT - [Veille & Territoires n° 270](#) : Bulletin du 16 juillet 2020

ANCT - [La lettre d'info de l'Agence n° 21](#) : 16 juillet 2020